

15ème ANNIVERSAIRE DU NON VICTORIEUX AU TCE : MOURIR POUR LES PROFITS ? C'EST NON !



15 ans après la victoire du NON au référendum sur le Traité Constitutionnel Européen - victoire bafouée par le parlement parjure qui a adopté le Traité de Nice -, la crise sanitaire actuelle montre que le système capitaliste a fait de la santé et des services publics des marchandises. Le Covid-19, **un virus de la famille des coronavirus, cause des milliers de morts dans notre pays.**

La sacro-sainte alliance des bourgeoisies de l'Union Européenne n'a pour objectif que la baisse des salaires, des pensions et des indemnités, les délocalisations, l'indépassable déficit budgétaire de 3%, la libéralisation, la privatisation et la marchandisation, dans le cadre de "la concurrence libre et non faussée", de l'école, des services publics dont celui de la santé.

Aux scandales de la canicule faisant 15 000 morts, du sang contaminé, du médiateur, de la vache folle, succède aujourd'hui le manque de masques FFP2, de tests, de respirateurs, lui-même précédé par la fermeture d'hôpitaux, la suppression de lits et la baisse des budgets de la santé et de la recherche.

Macron et ses ministres ont menti pour cacher la réalité de leur mépris de classe, parce qu'ils n'ont d'autre obsession que les profits des monopoles et de l'oligarchie financière qui les ont mis au pouvoir.

Rappelons la réalité des politiques de la bourgeoisie au service exclusif du capital, s'appuyant sur les directives et traités de l'UE, qui ont conduit à la catastrophe sanitaire actuelle :

- **Suppression de 70.000 lits en 15 ans**, 1 maternité sur 3 entre 1996 et 2016, 95 sites hospitaliers entre 2013 et 2017.
- **Sous le gouvernement Macron/Philippe, fermeture de 4000 lits en un an** ; depuis des mois, il est resté sourd aux fortes mobilisations des travailleurs de la santé dénonçant le manque croissant de moyens dans les hôpitaux et les EHPAD.

Rappelons aussi ce qui, dans la politique menée par ce gouvernement, souligne l'hypocrisie de son appel à une « union sacrée » :

- **Baisse de l'impôt sur la fortune**, distribution de dizaines de milliards de cadeaux fiscaux aux patrons, et

maintenant 300 milliards d'euros pour les entreprises, sans compter des remises fiscales surtout profitables aux monopoles.

- Pour les Gilets jaunes et les travailleurs en lutte contre la vie chère, contre le piétinement du code du travail et le saccage de nos retraites, **la seule réponse de ce gouvernement a été la répression à coups de matraques, de gaz lacrymogènes, de LBD** provoquant des mains arrachées, des éborgnés, des morts, puis des condamnations y compris à de la prison ferme...

L'affirmation gouvernementale « *Il n'y a pas d'argent, il faut faire des économies* » ne s'appliquait ni à sa bourgeoisie grassement rémunérée ni à son bras armé menant des « opérations extérieures », dans les guerres coûteuses menées au Sahel, en Syrie...

Le 13 avril au soir, Macron annonçait la fin du confinement pour le 11 mai, **l'objectif étant clairement de remettre au travail le plus de salariés possible**, sans donner aucune garantie de tester massivement et de doter toute la population de masques.

Preuve, si besoin était, que son seul « programme », celui de la

bourgeoisie, reste invariablement le même, et ce quel que soit le type de politique menée : **garantir le maximum de profits pour les capitalistes**, et assurer l'accumulation du capital.

Nous communistes appelons l'ensemble des travailleurs et de la jeunesse à refuser que nos entreprises et lieux de travail et d'études ne deviennent des bombes à virus et des mouiroirs pour le profit des capitalistes.

A partir du 11 mai, une riposte massive contre la politique criminelle de notre bourgeoisie, servie par le gouvernement Macron/Philippe et par l'UE, sera indispensable pour se libérer du système barbare qu'est le capitalisme, et ouvrir la voie révolutionnaire au changement de société.

Avril 2020